

Rapport du Secrétaire général Maurice CUKIERMAN, enrichi par la discussion

1/ Situation politique caractérisée par une grande confusion (pas que dans les masses populaires...), entraînant un désintérêt croissant pour les débats politiques

2/ Élection de Trump qui plombe le débat politique

3/ La question des Présidentielles en France

4/ L'année 2017

5/ Bilan du Congrès

1/ Dans le cadre du capitalisme, la crise politique s'accroît (ce qui ne signifie pas qu'on est en situation de crise révolutionnaire, à savoir que ceux du haut ne peuvent plus gouverner comme avant et que ceux du bas ne veulent plus être gouvernés comme avant).

Il s'agit d'une crise des formes de domination politique de la bourgeoisie (elle tente de « *tout changer pour que rien ne change* ») et dans un contexte d'absence d'une alternative politique capable de s'en prendre à la racine des maux auxquels sont confrontées la classe ouvrière et les masses populaires : le capitalisme .

Le cadre politique que la bourgeoisie monopoliste a façonné dans la lutte des classes avec de Gaulle en 1958, est en train de craquer. Rappelons le rapidement : en 1958, le parti bourgeois dominant gouverne sans problème car le PC est la seule force d'opposition réelle ; si la social-démocratie réussit à affaiblir ce dernier et à le marginaliser, le système pourra accepter l'alternance. Notons que la direction du PCF, depuis quarante ans plus particulièrement, a elle aussi tout fait pour en arriver là. Or aujourd'hui, la politique qu'impose à la société le capital monopoliste, le fait que l'alternance a montré que les forces politiques du bipartisme ne se distinguent en rien sur l'essentiel, tout cela crée un mécontentement profond, une grande colère, mais sans que la classe ouvrière se présente avec la seule alternative : la révolution socialiste ! Ce n'est malheureusement pas seulement vrai pour la France mais dans tous les pays avec des nuances. Là où il y a des partis communistes, révolutionnaires, puissants comme en Grèce, le mouvement ouvrier peut retourner rapidement la situation. Mais pour l'instant, ce qui domine, c'est toujours la vague contre-révolutionnaire qui a renversé le socialisme en URSS, avec la capitulation des organisations communistes, dans les ex pays socialistes et à l'échelle mondiale, quand on regarde l'état de notre mouvement communiste. Cela renforce le sentiment d'absence de perspective.

Ainsi cette crise politique est-elle pour l'instant maîtrisée par la bourgeoisie, à travers une restructuration du champ politique quand c'est nécessaire, en prenant soin que cela ne remette pas en cause le capitalisme. C'est ce à quoi l'on assiste par exemple avec Syriza et Podemos en Grèce et en Espagne. Notons que ces deux partis de la « nouvelle social-démocratie » participent au Parti de la Gauche Européenne (PGE) aux côtés du PCF, du PG, de Die Linke, de Refondazione C, du PCE, etc.

Ne perdons pas de vue cependant que la racine profonde de cette crise politique se trouve dans la crise économique, qui a commencé au milieu des années 70 du XX^e siècle, mais dont la dernière manifestation aiguë en 2008-2009 semble avoir marqué une aggravation qualitative : il n'y a pas de vrai « reprise », le chômage réel ne diminue pas, et tout le monde attend avec inquiétude le prochain événement (cf : taux de croissance bien inférieur à 3%, insuffisant pour compenser la baisse tendancielle du taux de profits, l'approfondissement des dettes publiques, la tendance déflationniste, la chute des prix des matières premières ...)

Or les solutions préconisées par les différentes forces politiques liées à bourgeoisie ne régleront pas les problèmes de la crise du capitalisme, puisqu'elles s'inscrivent dans la gestion de celui-ci. Avec leur offensive sauvage contre les droits des travailleurs, contre les acquis sociaux, elles peuvent gagner du temps, mais c'est reculer pour mieux sauter. Un risque cependant, qui ne saurait être négligé par nous communistes, sous peine d'être les complices, c'est celui d'une guerre mondiale. L'actualité de ces dernières années et des derniers mois montre qu'il ne s'agit pas d'un fantasme. Aujourd'hui des officiels comme des spécialistes évoquent la perspective d'une guerre. Les campagnes de la presse, des radios, des TV

contre la Russie, contre la Chine, mais aussi contre les Anglais après le Brexit, la campagne autour des Présidentielles américaines, tout cela indique que pour une partie de la bourgeoisie monopoliste, la mise en condition de l'opinion publique a commencé. C'est pourquoi il nous faut nous arrêter, à propos de la situation politique en France, sur l'élection présidentielle aux États-Unis.

2/ Élections aux USA : aller au-delà des évidences...

(Rq : Lire l'article paru dans IC 137, page 10, intitulé « Élections américaines : l'impérialisme US continue ! », repris en partie dans le développement de ce point)

L'élection de Trump traduit une bataille politique intense au sein des milieux monopolistes américains ; Trump représente, ou a tout le moins prétendu représenter un autre type de gestion des affaires économiques mondiales, le protectionnisme, contre le libre-échange qui prévaut dans l'ensemble du monde capitaliste. Cela n'a rien à voir avec la fable de l'ultra-libéralisme, manière politiquement correcte de désigner la politique d'offensive antisociale, anti ouvrière, du capitalisme dans un rapport de force qui lui est favorable. Cette politique, Trump la continuera et l'aggravera, on peut en être sûr !

Clinton représentait, elle, l'option libre-échangiste, qui prévalait jusque-là dans le monde depuis les années 70, en particulier sous la pression du capital monopoliste US. Elle reposait sur la base d'une certaine supériorité de l'impérialisme US dans le monde (mais cette place n'a cessé de se dégrader face aux impérialismes émergents tels que le Brésil, la Turquie, l'Afrique du Sud, la Corée du Sud, la Chine et la Russie, mais aussi de ses alliés de l'UE...) ; H. Clinton est très liée aux industries d'armement, aux pétroliers, à l'oligarchie financière exportatrice de capitaux – Wall-Street. Elle a tenu un discours belliciste, de préparation à la guerre (cf. les discours contre Poutine, dont l'agressivité n'est pas sans rappeler celle de Guillaume II à la veille de la 1ère guerre mondiale contre les adversaires de l'impérialisme allemand).

Notons, pour essayer de comprendre ce qui s'est passé aux USA, et l'hostilité d'une partie des dirigeants européens, qu'historiquement les périodes de libre-échange dans l'histoire du capitalisme, sont des périodes où une puissance capitaliste domine les autres et leur impose ses marchandises et ses capitaux, tout en utilisant la force militaire comme moyen de pression, comme instrument d'interventions plus ou moins locales. Et que les périodes de protectionnisme sont les périodes de préparation des guerres avec les rivaux. Sans tomber dans le mécanisme et le schématisme, c'est une donnée qu'il faut prendre en compte et ne pas sous-estimer. De toute manière, il faut s'attendre à une politique yankee plus dure, moins encline aux compromis avec ses adversaires et avec ses alliés (dont il faut se rappeler qu'ils sont aussi des concurrents !). Trump va mettre en place une politique de protection du marché intérieur et des prés carrés (l'Amérique Latine en particulier) sans concession.

Les médias européens lui reprochent aussi son « isolationnisme ». Sur cette question, en général, on entend n'importe quoi ! À en croire certains, cela voudrait dire que Trump serait partisan du repliement sur soi, de l'arrêt des interventions militaires, de ne s'occuper que de politique intérieure ! Ce n'est pas cela l'isolationnisme. Il s'agit d'une politique de l'impérialisme US qui consiste, au plan international, à ne jamais avoir les mains liées par des alliances, des accords, des traités. C'est intervenir pour l'impérialisme américain sans se ranger dans « un camp ou un autre » dans les conflits interimpérialistes de manière à pouvoir intervenir en fonction de ses seuls besoins stratégiques !

Un rappel historique qui illustre ce que je viens de dire : de 1914 à 1917, les USA n'interviennent pas dans le conflit mondial et Lénine montre, dans son ouvrage « L'impérialisme stade suprême du capitalisme », la profondeur des liens avec l'impérialisme allemand, qui explique cette position – malgré l'étroitesse des liens avec la GB. C'est pour cette dernière raison qu'en 1917, l'impérialisme US ne peut accepter une victoire des Empires Centraux qui se profile avec la révolution russe, et le fait que la guerre sous-marine mette en danger le commerce maritime des États-Unis. Le président Wilson, jusque-là isolationniste, change donc de position. C'est bien la preuve que ce sont les intérêts des monopoles, de l'oligarchie financière, qui déterminent la politique US en dernière analyse. Mais dans le cadre de la nouvelle politique et du fait que la guerre a assuré à l'impérialisme US la suprématie économique, Wilson s'engage dans une politique d'intervention directe dans les affaires du monde sur la base de la victoire militaire (aux côtés de ses alliés). Cela entraîne un revirement d'une partie de l'oligarchie : maintenant, il faut se retirer pour préserver l'avenir et pour rétablir les positions de l'impérialisme US en... Allemagne. C'est ce qui explique le rejet de la politique de Wilson dès son retour d'Europe : le traité de Versailles est rejeté par le congrès, comme la SDN (pourtant l'œuvre de Wilson, mais siégeant en Europe, elle ne peut qu'être dominée par les conflits interimpérialistes européens, obligeant les États-Unis à prendre parti). Bientôt les réparations dues par l'Allemagne seront revues à la baisse grâce à Washington, l'occupation de la Ruhr par la France condamnée. Le résultat de cette politique, c'est que lorsque l'Allemagne connaît l'effondrement financier de 1923, la solution est améri-

caine ; quand en 1931 de nouveau, le système financier allemand est menacé, c'est encore la solution américaine qui est retenue. Hitler continuera à payer aux Américains les traites des opérations financières de 1923 et 1931, et après la déclaration de guerre en 1941, les avoirs US seront gelés pour la période de la guerre et non confisqués !

On le voit : si certains ont des illusions sur le fait que la politique US représentée par Trump pourrait avoir des effets positifs sur la situation internationale, ils se trompent ! L'interventionnisme se poursuivra, la politique de guerre se poursuivra, et pourrait même s'aggraver – voir l'attitude sur les accords avec l'Iran, avec Cuba et certaines déclarations de ses conseillers sur la Russie, sur la Chine -, en fonction de l'intérêt exclusif de l'impérialisme US face aux rivalités inter-impérialistes. Il s'agit toujours de la politique de l'impérialisme US, avec les mêmes objectifs, mais d'une autre manière tout aussi dangereuse pour la paix. Mais la politique qui se profile – et qui rencontre l'intérêt de secteurs de plus en plus importants des milieux monopolistes dans d'autres pays impérialistes – explique les inquiétudes exprimées par Hollande et Merkel, car les rivalités inter-impérialistes vont s'accroître et peuvent aller jusqu'à une remise en cause du leadership franco-allemand sur l'UE (on a noté que Trump a soutenu le Brexit). Ce qui est sûr, c'est que les impérialismes émergents (BRICS) seront les plus frappés, ou tout au moins le plus rapidement, par cette politique. Dans le même temps, prenons garde à ne pas avoir une vision unilatérale sur la politique qui sera menée. En dernier ressort, ce sont les intérêts de l'impérialisme états-unien qui primeront dans les choix politiques. Mais ne sous-estimons pas le fait que s'amorce un changement de la politique de l'impérialisme le plus puissant mais gravement affaibli. Une chose est sûre, ce changement n'ira pas dans le sens des intérêts des couches moyennes appauvries ou ruinées, des chômeurs, de ceux qui ont voté contre Hillary Clinton, qui représentait à leurs yeux Wall Street et une politique de guerre. La guerre de classe contre la classe ouvrière, avec son cortège de racisme aux USA, contre les masses populaires, va encore plus s'intensifier. La campagne électorale a été violente, brutale comme rarement dans les dernières décennies, à l'image de ces contradictions qui traversent l'oligarchie financière des USA (et pas seulement). Ce n'est pas de l'esbroufe pour le public. Quand il s'agit de choix stratégiques et qu'ils se révèlent opposés, les empoignades peuvent être encore plus violentes. Il suffit de se rappeler ce qui se passe depuis juillet en Turquie. Mais au bout d'un moment, dès lors que le système capitaliste n'est pas en cause, on s'arrange : après quelques jours, Wall-Street est reparti à la hausse, et les premiers éléments qui nous parviennent sur la composition de l'administration Trump nous montrent que les choix stratégiques ont bien la même finalité et qu'on se réaligne sur le plus fort.

C'est pourquoi on ne saurait sous-estimer la nouveauté, aux USA, que constituent les contestations exprimées par les manifestants (surtout des jeunes) contre le Président ; cela peut ouvrir la voie à une renaissance du mouvement ouvrier aux USA. Ils manifestent non pas contre des fraudes vraies ou supposées, mais contre l'élection de Trump. Contre un système électoral qui est tout sauf démocratique, contrairement à ce que nous racontent les perroquets de Sciences po, du PS, de certains secteurs du PCF, sur la « plus grande et plus ancienne démocratie du monde » ! C'est à relier à ce qui s'est passé avec Sanders lors des primaires. L'impérialisme yankee est miné par ses contradictions et la lutte des classes se poursuit. On ne peut certes écarter pour autant que certains milieux monopolistes puissent en profiter pour défendre l'ancienne ligne ; dans ce pays, il faut s'attendre à tout, car le mouvement ouvrier est très faible et le mouvement révolutionnaire encore plus. Mais ce type de contestation du système (rappelons que Trump lors d'un débat s'était fait tomber dessus par toute la presse et les milieux politiques en place, Républicains compris) pour avoir simplement dit qu'il ne se prononcerait sur la validité des élections qu'une fois qu'elles auraient eu lieu. Or là on est bien au-delà : on ne reconnaît pas le nouveau président et on brûle des drapeaux US !, personne ne crie « Vive Clinton », pourtant elle a plus de 2 millions et demi de voix d'avance ; ce type de contestation peut laisser des traces et annoncer des changements dans la conscience politique des masses et dans leur organisation politique.

3/ La campagne des Présidentielles en France

L'impact de cette élection sur la politique en France se fera sentir sur les entreprises qui ont des parts de marché aux USA, et sur la politique de défense, la question étant : « Qui va payer l'OTAN, si les USA ne le font plus à la même hauteur ? ». La social-démocratie (qui ne se réduit pas au gouvernement) et les milieux qu'elle charrie derrière elle sont pris à contre-courant. Pour organiser le consensus derrière le Capital, la figure de Trump est moins porteuse que celle d'Obama, alors que sur le fond et pour les travailleurs, il ne faudrait pas imaginer qu'il y a un gouffre, à peine une fêlure (pour les plus pauvres) ! Il est significatif que la droite classique comme l'extrême-droite voient cette élection avec tranquillité (Fillon) ou avec enthousiasme (Le Pen). Il faut dire que le protectionnisme redevient une idée à la mode !

Dans cette campagne, notre parti doit être pleinement présent. Nous n'avons pas de candidat. Mais notre campagne doit être menée comme si nous en avions un. Il nous faut saisir l'occasion d'un intérêt relatif plus grand pour la politique pendant la campagne électorale, pour faire connaître notre parti et ses positions, mais aussi pour appeler les travailleurs à renforcer leur organisation et leurs rangs en rapport avec les luttes très dures qui s'annoncent pour l'après élection (quel que soit le candidat qui l'emporte). Il semble, mais nous sommes à 6 mois des élections, que l'abstention et le vote blanc et nul seront très forts dans les milieux populaires. Mais il faut s'opposer à tout « état de grâce » pour le vainqueur. C'est extrêmement important en l'état actuel du rapport des forces. D'autant que le mouvement communiste de notre pays risque d'en sortir extrêmement divisé ; il nous faut essayer d'évoluer dans cette situation, en intervenant sur tous les terrains, y compris celui du mouvement communiste.

Le mouvement ouvrier et populaire sort de la bataille contre la loi El Khomri de manière contradictoire. D'un côté, une bataille extrêmement importante a été menée. La CFDT a été isolée (ce qui ne veut pas dire qu'elle n'a plus de soutien). Les manifestations ont été combatives. Des grèves avec ou sans occupation ont été menées. Le secteur privé a bougé pour la première fois depuis longtemps et le mouvement a rencontré la sympathie de l'opinion publique. La direction de la CGT, sortie affaiblie de son dernier congrès, a dû prendre des positions et des attitudes qui tranchaient avec celles des directions précédentes (pas seulement l'escroc qui s'occupe aujourd'hui d'alphabétisation grâce à l'aide du gouvernement PS, mais aussi B. Thibault occupant aujourd'hui le poste du syndicaliste jaune Jouhaux à Genève). Cela traduit le fait que le courant syndical honnête, combatif, de classe existe, qu'il a des échos dans la jeunesse travailleuse. Mais pour que ce courant puisse à la fois se développer et s'exprimer, il est clair qu'il lui faut un parti communiste, et c'est notre ambition de jouer ce rôle.

Car ne nous y trompons pas : la riposte à la loi El Khomri n'a pas été à la hauteur de ce qu'il aurait fallu ne serait-ce que pour en limiter les aspects les plus graves ! Alors pour la repousser ... ! Le dernier congrès de la CGT, nous en avons fait l'analyse quand nous étions au PR-C, a été marqué par une poussée de l'opposition à l'orientation capitularde, à la trahison des intérêts des travailleurs, à l'alignement sur les positions de la CFDT, de la CES et de la CSI. Jamais la CGT, depuis 1945, n'a été aussi divisée. Il faut prendre à sa juste mesure le fait que la fédération de la Chimie – celle des travailleurs de l'industrie pétrolière qui se sont bien battus au printemps – ait décidé de rejoindre la FSM, l'organisation internationale du syndicalisme de lutte de classe. Mais au bout du compte, si le Congrès n'a pas aggravé l'orientation, il ne l'a pas non plus modifiée. C'est toujours la domination du courant réformiste liquidateur, ce dont témoigne le poids de l'UGICT et de sa direction, dont un certain nombre de membres ont pu rendre public un appel constituant un véritable coup de poignard dans le dos des travailleurs en lutte. Significativement, ils s'adressaient à l'opinion en tant que membres de « l'encadrement », c'est-à-dire en tant que chien courant du patronat. Il est clair que ces gens-là doivent être combattus sans concession, comme des éléments étrangers au mouvement ouvrier, et qui tournent le dos y compris aux revendications des techniciens des ingénieurs, des agents de maîtrise mais aussi de la masse des cadres petits et moyens. Or à notre connaissance, la direction confédérale ne leur a pas répondu.

Mais ce n'est pas suffisant. Dans l'ensemble, le mouvement n'a pas atteint l'ampleur du mouvement contre l'attaque contre les retraites. Il faut dire que l'état d'urgence n'a pas aidé, mais il était là pour ça justement. Car il est clair que le gouvernement Hollande-Valls a profité sans vergogne des attentats criminels de novembre 2015 pour restreindre les droits démocratiques avec l'aide de l'UMP, de l'UDI, du FN, et que cela a marché en partie. La peur ne favorise pas le développement des luttes. Et l'utilisation des provocateurs a joué son rôle. Mais la direction de la CGT porte sa responsabilité : elle a liquidé son service d'ordre, laissant les manifestants sans protection. Et d'autre part, les tergiversations sur l'organisation des manifs encadrées par la police n'ont guère contribué à mobiliser l'enthousiasme. Aucune tentative de résoudre la situation par des formes de manifestations plus originales qui permettent de contourner, de dépasser l'état d'urgence, n'a été menée. Les journées d'action nationale n'ont jamais été présentées comme des appels à des grèves générales ou nationales. Et pour cause, pour ce faire, il aurait fallu qu'elles s'inscrivent dans une suite de luttes et d'actions partielles, par entreprises, par branches, par régions et départements, coordonnées par des réunions syndicales, des échanges et des assemblées générales des travailleurs, bref par une mobilisation globale du prolétariat de ce pays à tout moment. En disant cela, nous ne tombons pas dans le fantasme de la grève générale illimitée chère aux anarchistes et aux réformistes. Non. Nous appelons à la lutte généralisée reposant sur la mobilisation des travailleurs dans les entreprises, une lutte de longue haleine où les travailleurs qui y participent cherchent à nouer des alliances sociales, à élargir la participation aux secteurs en retard dans le niveau de conscience. Je pense par exemple aux travailleurs de la Fonction Publique qui sont, il faut le reconnaître, restés sur le bord de la route. J'ai dit que le mouvement avait bénéficié de la sym-

pathie de l'opinion publique, que c'était positif. Mais en même temps, il est clair que la sympathie ne suffit pas. Ce qu'il faut, c'est que les travailleurs entrent dans la lutte. Il est vrai que les travailleurs de la FP ont pu se sentir seuls depuis de nombreuses années ; mais c'est vrai aussi qu'il a manqué, c'est le moins qu'on puisse dire, de volonté de la part des directions syndicales pour les faire participer, au-delà des appels désincarnés à une solidarité nécessaire. D'autre part, la conduite de ces directions dans les batailles passées, sur les retraites mais aussi sur les revendications catégorielles ou les attaques globales, entre autre à cause de leurs relations équivoques avec le PS (la FSU par exemple), n'était pas faite pour susciter l'enthousiasme, car cela a conduit à chaque fois à l'échec !

La bataille n'était pas seulement syndicale (mais sans sous-estimer cet aspect pour autant : celui de la défense des intérêts immédiats des travailleurs). Elle était politique :

- parce qu'il s'agissait d'une attaque du gouvernement, de l'organisme qui « dirige » l'État bourgeois. Et contrairement aux contre-réformes sur les retraites, il s'agissait ouvertement, sans arguments fallacieux, de la mise en œuvre des desseins du patronat : avoir un mouvement ouvrier perdant tout ou presque de ses conquêtes, réduit à merci pour rendre le maximum de survaleur/plus-value possible, et permettant de renforcer l'accumulation. Cette attaque ne vient pas par hasard : dans tous les pays capitalistes, on assiste à la même chose ! Cela doit nous conduire à ne pas sous-estimer l'aspect juridique de la lutte des classes et en même temps mieux nous faire comprendre le fait que la période des concessions, c'est fini, le capitalisme n'en a plus les moyens historiquement. Et cela montre le caractère de classe de la social-démocratie : c'est elle qui dans la période précédente vantait les acquis juridiques, qui y voyait le progrès et l'amélioration du capitalisme vers une harmonie entre les classes. Mais c'est elle aujourd'hui qui déchire le Code du travail allègrement au nom de la modernité !
- justement c'est le fait que la social-démocratie soit maître d'œuvre de l'opération qui renforce le caractère politique de la lutte : la classe ouvrière avait devant elle toutes les forces politiques du Capital. Or il est clair que tant que l'on continue à considérer la social-démocratie comme « de gauche », comme du côté des forces populaires et des travailleurs, la classe ouvrière ne peut pas s'affranchir et jouer le rôle qui est le sien dans le processus de développement social qui exige le renversement du capitalisme, le socialisme-communisme.
- que cela avait lieu dans le contexte de l'état d'urgence, c'est-à-dire un contexte de mobilisation des forces répressives, où le pouvoir avait des possibilités plus grandes pour combattre les travailleurs. Notons qu'il a en partie réussi et qu'en échange, il a eu le drame du crime de Nice. De ce point de vue, on voit bien à quoi sert l'état d'urgence qu'ils veulent prolonger au moins jusqu'aux élections législatives !
- parce que dans cette bataille, on ne luttait pas contre tel ou tel monopole, contre tel ou tel patron, tel ou tel capitaliste, mais contre la classe bourgeoise tout entière, contre l'exploitation capitaliste en général, et donc objectivement contre le système capitaliste lui-même.

Tout le monde aura compris que l'absence d'un parti communiste, implanté dans la classe ouvrière, ayant sa confiance, capable d'aider le mouvement ouvrier à y voir clair, s'est clairement fait sentir et a contribué à cet échec relatif (ne sous-estimons pas non plus les aspects positifs). En échange, on a eu droit aux « Nuits Debout », qui n'ont pas été capables de faire surgir une alternative, pour la raison même qu'il s'agissait de l'éternel mouvement petit-bourgeois qui réinvente à chaque fois les mêmes utopies, et s'étonne qu'elles n'aient pas déjà gagné le monde ! De ces utopies qui à chaque fois écartent les questions fondamentales (propriété des moyens de production et d'échange, nécessité de renverser l'État bourgeois pour le remplacer par l'État prolétarien, nécessité de la planification démocratique centralisée, analyse de classe des problèmes soulevés) pour se précipiter sur les idées à la mode : tendances sexuelles, écologie, pseudo féminisme, en réalité revendications pour que la bourgeoisie élargisse le recrutement de ses cadres et pour la division de la classe ouvrière...

C'est dans ce contexte qu'il faut envisager les Présidentielles. Si nous n'avons pas de candidat ni pour le premier, ni pour le second tour, ce doit être clair dès maintenant, c'est que la classe ouvrière n'a pas de candidat défendant ses intérêts de classe. Nous sommes contre le présidentielisme, contre la Constitution, mais pour autant nous pourrions envisager un candidat, ce n'est pas contradictoire. Mais il n'y en a pas.

La partie du rapport de synthèse, ci-dessous, prend en compte l'évolution politique depuis le 20 novembre 2016

Marine Le Pen et Fillon, c'est la même marchandise sur le fond. Quand les Marine Le Pen l'emportent, les Fillon se rallient, puisque le Capital y trouve son compte ! La social-démocratie nous a donné une brillante démonstration de ses capacités au service de l'impérialisme français. Et pour ce qui est de Valls, sans se méprendre pour les autres, disons fran-

chement qu'il est de ceux aussi qui se rallient en fin de compte, quand les Le Pen l'emportent. Faut-il rappeler que les pleins pouvoirs à Pétain ont été votés par les 2/3 des députés SFIO (PS) ? C'est important de bien avoir en tête le bilan catastrophique de ces cinq ans pour les travailleurs, la petite bourgeoisie, les couches moyennes. Pourquoi ? Vous vous souvenez de la discussion qui a débouché sur notre départ du PR-C ? L'article de leur quatre pages commençant par annoncer la défaite du candidat PS ? Nous avons critiqué cette approche (cf. le document du congrès sur le bilan). Et l'évolution des événements nous donne raison. Face à Marine Le Pen et au programme de Fillon, dans un certain nombre de secteurs de la petite bourgeoisie, ou à la mentalité petite-bourgeoise comme chez les fonctionnaires, dans les couches de la classe ouvrière les moins conscientes influencées par la CFDT, se fait jour le réflexe du choix du moindre mal. D'autant que l'ex UMP ne semble pas au mieux de sa forme et qu'il risque d'y avoir pléthore de candidats de la droite classique. Pour le second tour, le PS va jouer la carte du moindre mal (les valeurs !) quel que soit son candidat. Mais quel que soit ce candidat, il sera le candidat de la politique du grand Capital, de l'austérité, de l'Union Européenne, de l'OTAN, de la politique belliciste, et de la politique anti immigrés, même s'il n'y mettra pas les outrances de Mme Le Pen et qu'il fera des promesses. Qu'il s'empresse d'oublier au nom du réalisme de la « gauche de gouvernement ».

Se pose évidemment la question de la candidature Mélenchon. Cette candidature ne représente ni de près ni de loin ce dont les travailleurs ont besoin. Les raisons qui font que l'URCF n'a pas appelé à voter pour lui en 2012 restent valables et même se sont renforcées.

Qu'est-ce qui pourrait justifier que nous appelions à soutenir un candidat ? Il faudrait que dans son programme, il y ait des éléments qui aillent dans le sens de la :

- Socialisation des grands moyens de production et d'échanges pour ôter la base de pouvoir des capitalistes et mettre l'économie au service des biens du peuple
- Dénonciation des traités avec l'Union Européenne pour que le peuple et la classe ouvrière puissent décider de leur choix politiques
- Dénonciation des traités de l'alliance atlantique et de l'OTAN pour pouvoir mener une politique de paix
- Construction d'instruments de pouvoir politique qui permettent au prolétariat (ceux qui ne vivent que de leur salaire) d'intervenir à tout moment dans les choix politiques, pour qu'ils soient conformes aux intérêts populaires, des instruments de pouvoir qui en finissent avec la machine d'État bureaucratique de la bourgeoisie
- Mise en place démocratique d'une planification nationale qui permettent un développement économique et social répondant aux besoins populaires débattus, y compris en matière d'environnement, et en rapport avec la coopération internationale nécessaire sur tous les plans.

Il est évident que le candidat de « la gauche de la gauche » ne propose rien qui aille dans ce sens. Il nous faut expliquer qu'il ne s'agit nullement d'une alternative au Capital, ce sera toujours la gestion des affaires de ce dernier. Et la logique qui en découle, c'est qu'il ferait globalement la même politique que les autres, PARCE QU'IL N' AURAIT PAS D'AUTRE CHOIX ; ses amis de Syriza le démontrent tous les jours depuis 2015 ! Ses amis de Podemos annoncent qu'ils feront de même. Or Syriza, avant d'être élu, avait des propositions « plus à gauche » que celles de Mélenchon ! Sur l'Union Européenne, où de loin il apparaît comme radical, rappelons que dire « *L'UE, il faut que ça passe ou ça casse !* » n'a rien à voir avec le mot d'ordre clair : pour en finir avec la domination du Capital, il faut sortir de l'UE ! Car il ne s'agit pas d'en finir avec ladite domination. L'objectif, c'est le partage des richesses, le pâté d'alouette : une alouette, un cheval, une alouette, un cheval ! D'autre part, son ralliement à l'écologie (c'est plus facile que de lutter contre le grand Capital qui est le principal pollueur) ne vise qu'à faire croire que le problème de l'avenir de la planète n'a rien à voir avec la fin du capitalisme, mais serait assuré par l'abandon du nucléaire, le tri des poubelles, l'austérité accrue etc.

Non, Mélenchon n'est pas le candidat des travailleurs, et ceux qui s'apprêtent à voter pour lui s'illusionnent ! Notre objectif, c'est justement de les désillusionner. Car, Camarades, si Mélenchon était élu, étant donné que sa politique serait celle de Tsypiras, pas celle de Chavez (et pourtant on voit bien au Venezuela où mènent les politiques de demi-mesure), c'est à juste titre que la classe ouvrière nous demanderait des comptes ! D'autre part, le côté « bonapartiste » ou « gaulliste » du personnage, au-dessus des partis, ne paraît pas donner de garanties sur la question des libertés démocratiques. Son positionnement dans ce domaine ne le situe pas vraiment à gauche de l'échiquier politique !

Par rapport à 2012, il y a une nouveauté : les atermoiements du PCF. La direction a peur de perdre toute représentation parlementaire. Et Mélenchon lui tient la dragée haute ! Elle sort encore plus affaiblie, avec une direction qui hésite entre le chantage à Mélenchon et un ralliement au PS dès le 1^{er} tour. D'un autre côté, une partie des militants du PCF ne voulait pas se rallier à un candidat dont ils ont compris qu'il avait un objectif clair : en finir avec le PCF pour ce qu'il représente

dans l'histoire. Il est clair que nous ne sommes pas d'accord avec eux. Il nous faut continuer à démolir cette idée qu'un candidat PCF aurait pu être un candidat communiste. Les chats ne font pas des chiens en politique non plus ! (*Lire à ce sujet notre article paru dans IC 137, en page 9, sur PCF et Mélenchon, ainsi que sur notre site*). Mais en même temps, il faut discuter avec tous et montrer que notre position, c'est celle qui sauvegarde l'indépendance de la classe ouvrière pour qu'elle puisse, à un moment que nous espérons le plus rapproché possible, récupérer ses positions et jouer le rôle qui reste le sien quelle que soit la conjoncture : la classe qui doit en finir avec l'exploitation de l'homme par l'homme, la classe qui doit être la dernière classe dominante, et qui par sa révolution posera les bases de la société communiste. Nous allons revenir sur cette question.

Notre campagne doit aussi prendre en compte le fait que, comme nous l'avons dit, le mouvement communiste de France va sortir de cette période profondément divisé. En particulier, la position de la Coordination du Nord et du Pôle PRCF, appelant à voter Mélenchon, permet de mieux comprendre que les positions théoriques ne suffisent pas pour réaliser l'unité, tout comme l'accord sur les grandes questions politiques, comme l'a montré notre aventure avec le PR-C. Mais en même temps, on voit bien que la lutte contre l'opportunisme est une affaire de tous les instants et que si l'on se rappelle ce qui s'est passé en janvier 2015, il n'y a pas de hasard : lors des élections grecques, l'URCF a été la seule à avoir clairement dénoncé les illusions sur Syriza, refusant de considérer que la victoire de cette dernière avait quoi que ce soit de positif et qu'au contraire, elle préparait des réveils douloureux. Nous avons été les seuls à avoir soutenu et défendu sans aucune restriction la position des camarades du KKE, parce c'était la position qui sauvegardait l'avenir. Derrière tout ça, c'est bel et bien le rejet des stades, des étapes incontournables, etc., des alliances autres que des alliances sociales autour du prolétariat, qui est posé.

De la même manière, il faut se préparer à la présence de Le Pen au second tour. Car il ne manquera pas de bonnes âmes pour évoquer le Front Populaire, le VIIème Congrès de l'Internationale Communiste, et toutes les calomnies contre le Parti Communiste d'Allemagne. Eh bien, nous procédons à l'analyse concrète de la situation concrète, en ne nous trompant pas d'époque, tout en tirant les leçons du passé (voir les articles sur le Front Populaire dans les trois derniers n° d'IC qui donneront lieu à une brochure).

Vous comprendrez, cher-e-s Camarades, que tout cela signifie une mobilisation de tous les instants de notre parti. Qu'il faut que nous abandonnions le style artisanal de travail pour adopter un style professionnel, de révolutionnaire professionnel ! Et cette bataille, il va falloir la mener, sans sectarisme mais avec fermeté, y compris dans les meetings « mélenchoniens », où il faudra aller vendre IC et distribuer nos tracts où nous appellerons à voter blanc ou nul, en expliquant sans pour autant désigner les participants comme nos ennemis.

Et il faut rapidement réfléchir si on ne pourrait pas avoir plusieurs candidatures aux élections législatives (plus si possible) pour expliquer notre politique, pourquoi l'alternative est dans la révolution, pour renforcer et faire connaître le Parti, mais aussi pour avoir une idée de l'impact que peut avoir notre discours, pour apprendre aussi à s'adresser aux masses. Par exemple, s'adresser aux artisans, aux travailleurs indépendants, aux petits et moyens paysans, mais aussi à cette partie de la classe ouvrière qui travaille dans les très petites entreprises et les PME. Mais aussi pour lancer le débat sur les illusions technocratiques, qui peuvent permettre aux capitalistes de gagner du temps comme la transition écologique, la numérisation de l'économie.

4/ 2017, anniversaire d'Octobre 17 :

Tout le monde comprend l'importance du centième anniversaire du Grand octobre. Pour nous, réussir cet événement, c'est une priorité. Et tout indique que pour nos adversaires, cela va être l'occasion de se déchaîner. Octobre 1917, c'est l'acte de naissance du mouvement communiste international. C'est la rupture avec le vieux mouvement ouvrier qui s'était enfoncé dans l'opportunisme, qui s'était laissé subjugué par la transformation impérialiste du capitalisme et la corruption généralisée de l'aristocratie ouvrière qu'elle avait engendrée. Nous devons contribuer à en faire un événement du mouvement communiste, avec ses divergences dont on vient de voir qu'elles ne s'atténuent pas; il faut donc viser la mise sur pied d'une initiative large, unitaire, et « pluri-communiste ». C'est pourquoi nous sommes preneurs d'une rencontre avec le Pôle PRCF et la Coordination du Nord sur cette question, comme avec les camarades du 15^e, l'Association Nationale des Communistes etc., et s'ils le veulent, avec les camarades du PR-C. S'il se révèle que ce n'est pas possible, eh bien nous aurons notre propre initiative, raison pour laquelle il faut dès maintenant prendre les dispositions en matière de salle. Notre meeting en direction des femmes travailleuses pour le 8 mars 2017, qui est en même temps le 100^e anniversaire de la révolution de février, s'inscrira dans cette perspective. Car notre objectif n'est pas de faire du centième anni-

versaïre d'octobre une commémoration, mais un moment de notre combat pour en tirer les enseignements, pour faire connaître la réalité du socialisme et de sa construction. Et d'ailleurs, il est nécessaire que dans le cadre du renforcement du parti, nos fédérations et nos camarades isolés prennent l'initiative d'organiser des débats, des réunions publiques, des mini-rencontres, tant sur les présidentielles que sur la révolution d'octobre.

Il faut se fixer des objectifs réalistes à cette occasion, en tenant compte de nos forces. Mais il faut agir, il faut que nous nous renforçons et pour cela il faut être présents, et que nous soyons à l'initiative. Le Comité exécutif donnera toute l'aide nécessaire et les camarades du secrétariat seront à la disposition des organisations du parti pour intervenir dans ces initiatives.

5/ Bilan du Congrès

Le CE a examiné le bilan de notre congrès et donné une appréciation très positive de ses travaux. Le contenu des interventions a été dans l'ensemble excellent. Nos camarades de la jeunesse ont eu une présence active et des interventions pertinentes. Les messages des partis frères ont montré que nous avons acquis avec l'URCF une reconnaissance de l'aile anti-opportuniste du MCI. C'est à nous maintenant d'être à la hauteur des espérances que nous avons données, de montrer que nous saurons reconstruire le parti communiste dont le mouvement communiste international a besoin. Les documents de notre congrès viennent enrichir l'héritage engrangé par l'URCF.

Ceci dit, il y a eu quelques éléments négatifs, en général liés aux conditions d'organisation du congrès : on a été en équilibre sur le fil plusieurs fois, mais l'important, c'était de ne pas tomber. Et nous ne sommes pas tombés !

Nous n'avons pas eu de discussion, ni d'intervention directe sur la situation politique en France, mais il est vrai que nos documents permettaient d'aborder ces questions sous un autre biais.

Enfin je voudrais soulever un problème pour l'avenir, celui de l'auto-critique que nous ne devons pas craindre d'utiliser, lorsque nous avons eu des faiblesses dans nos pratiques. Ainsi en a-t-il été de la sous-estimation du travail électoral, appréciation qui a donné lieu, dans notre texte de congrès, à une formulation qui n'a pas été comprise, parce qu'imprécise (le sens donné à « campagne électorale », c'était avoir des candidats qui se présentent, pour nous, devant les travailleurs, ce qui était restrictif, comme la prochaine campagne électorale des présidentielles va en faire la preuve).

Enfin, la preuve que le congrès s'est bien passé, qu'il a été un moment fort de la mobilisation des communistes, c'est le travail qui est en route. Nous avons mis en place les commissions de travail, le parti a déposé ses statuts pour être reconnu comme parti politique dans le cadre de la législation, une mandataire financière désignée. Nous attendons la publication au journal officiel.

Cet après-midi nous aborderons concrètement toutes ces questions. Mais notre parti est bien parti.

En avant, maintenant, pour le consolider et le faire grandir.